

Moratoire au projet de La Romaine :
L'opinion aveugle et biaisée de la Fédération des chambres de commerce du Québec

Yann Perreau – Fondation Rivières
Alexis de Gheldere – Chercher le courant
Amir Khadir – Québec Solidaire

C'est avec une certaine surprise que nous avons pu lire Françoise Bertrand, présidente de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), commanditée par Hydro-Québec, se faire son porte-parole et défendre le dossier du complexe La Romaine. Dans une lettre ouverte, elle vilipendait les arguments avancés par la Fondation Rivières et les réalisateurs du documentaire *Chercher le courant* pour appuyer la pétition de 7 000 noms déposée à l'Assemblée nationale sur ce projet controversé. Cette pétition exigeait de suspendre les phases 1, 3 et 4 de La Romaine qui n'ont pas débuté et que les nouveaux projets hydroélectriques fassent l'objet d'un examen public par la Régie de l'énergie.

Fidèles à leur habitude, les défenseurs d'un modèle énergétique dépassé tentent de nous embourber dans un débat comptable tout en oubliant les conséquences désastreuses du harnachement des rivières. Cette manoeuvre masque bien mal l'ampleur des enjeux énergétiques du XXI^e siècle.

La FCCQ évite sciemment la principale raison pour laquelle le harnachement de La Romaine et des dernières rivières intactes du Québec est indéfendable sur un plan strictement économique. Dans *Chercher le courant*, c'est Jacques Parizeau lui-même qui rappelait que les mégawatts les moins chers du Québec sont ceux que l'on ne produit pas. Selon les estimations de l'Agence de l'efficacité énergétique, le potentiel d'économie et d'efficacité énergétique du Québec réalisable à moins de 3 cents/kWh se chiffrerait à environ 4 500 mégawatts... soit trois fois la puissance de La Romaine.

Mme Bertrand nous accuse de tordre les faits en notre faveur dans l'évaluation des coûts de production de La Romaine et des prévisions du prix d'exportation de l'électricité. Selon nous, puisque le Québec est en surplus de production d'électricité et que le coût de production dépassera le prix de vente à l'exportation, cela revient à subventionner l'exportation vers les États-Unis. Il est de notoriété qu'on ne peut prévoir une hausse des prix à l'exportation même à long terme en raison des surplus de gaz naturel.

Est-ce que le complexe de La Romaine produira une énergie à 6,4 cents/kWh ou plutôt dans la fourchette allant de 8 à 12 cents/kWh, comme nous le soutenons ? Selon l'économiste Jean-Thomas Bernard, le coût réel avoisinerait davantage les 8,6 cents/kWh, ce qui est bien loin des 6,4 cents/kWh annoncés par Hydro-Québec en réplique à la diffusion du documentaire. Comment Hydro-Québec qui refuse de divulguer ses coûts peut justifier que le coût unitaire ait chuté de manière aussi drastique depuis les audiences du BAPE, sinon parce qu'il fait partie d'une stratégie de relations publiques et qu'il ne tient pas compte de l'ensemble des coûts ? Comment, surtout, faire fi du passé et passer outre les dépassements de coûts d'Hydro-Québec qui sont en moyenne de 26 % selon l'Institut économique de Montréal ? Il ne faut également

souligner que la majorité des profits actuels d'Hydro-Québec, soit plus d'un milliard de dollars par année, provient des achats considérables d'électricité de Churchill Falls à seulement 0,25 cent/kWh.

Au niveau de la rentabilité des exportations d'Hydro-Québec, le Vérificateur général aurait sans doute de la difficulté à évaluer la situation actuelle. Le Département américain de l'énergie prévoit en effet une légère baisse des prix de l'électricité puis une stabilisation jusqu'en 2035 environ. Comme le dit Mme Bertrand, la récente entente signée avec le Vermont pour la vente d'électricité fixait le prix à 5,8 cents/kWh et «évaluera par la suite en fonction du marché». Et pourquoi ne pas souligner que les plus récents prix à l'exportation ont atteint récemment un prix aussi bas que 4 cents/kWh ?

Dans ce dossier, il appartient au gouvernement du Québec de donner l'heure juste et de faire la preuve de la valeur économique des projets qu'elle met de l'avant, à plus forte raison lorsqu'il s'en prend aux derniers bijoux comme la rivière Romaine. Or, la crise de confiance qui affecte l'ensemble de nos institutions se répand et fait tache d'huile. Elle touche maintenant Hydro-Québec, qui, en l'espace d'une décennie a perdu beaucoup de crédibilité avec tous ses mauvais coups (Suroit, Bécancour, compteurs en or, Gentilly, mini-centrales, etc.)

Les commentaires de Mme Bertrand auraient pu être discutables il y a quelques années car nous ne sommes plus à l'âge d'or du développement hydroélectrique. Si la donne a changé, c'est aussi en raison de l'ampleur des débats survenus sur des questions énergétiques où les priorités gouvernementales sont attaquées de toute part. La centrale Gentilly II, l'attitude cavalière de l'industrie des gaz de schiste, la construction de mini-centrales et la centrale thermique du Suroît constituent autant d'exemples qui alimentent la grogne populaire et expliquent pourquoi les attentes de la population ont changé. À plus forte raison avec les hausses de tarifs d'électricité.

L'impression de chaos qui se dégage de la gestion libérale des infrastructures vient ajouter de l'eau au moulin à ceux et celles qui posent des questions et se font servir des discours alambiqués préparés par des firmes de relations publiques. Lors des derniers jours, Jacques Duchesneau a sans doute fait frissonner les têtes dirigeantes d'Hydro-Québec puisqu'il souhaite enquêter sur les contrats octroyés par le deuxième plus grand donneur d'ouvrage du Québec, dont des contrats sans appel d'offres aux firmes d'ingénierie et autres professionnels.

Si Hydro-Québec veut redevenir une source de fierté, deux défis urgents l'attendent. D'une part, rendre des comptes sur la gestion des contrats qu'elle octroie, y incluant la divulgation des coûts, au même titre que le ministère des Transports. D'une autre, réviser de fond en comble sa politique énergétique pour faire la place qu'ils méritent à l'efficacité énergétique et aux autres formes d'énergie que sont la géothermie, l'énergie solaire passive, l'énergie éolienne ou encore la biomasse. Le paradigme de la production énergétique a changé et il faut, en tant que société, en tenir compte, pour notre propre enrichissement justement. Nous invitons la Fédération des chambres de commerce du Québec à se joindre au mouvement. En voyant tous ces secteurs d'avenir comme autant d'occasions d'affaires, elle saura sans doute un jour, comme nous, Chercher le courant.